



**PRÉFET
DES ÎLES WALLIS
ET FUTUNA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACTE D'ENGAGEMENT

ACHETEUR PUBLIC : ÉTAT, ADMINISTRATION SUPÉRIEURE DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

OBJET DE LA CONSULTATION : ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES LOCAUX DE L'AEROGARE DE HIHIFO-WALLIS

PROCÉDURE DE PASSATION : APPEL D'OFFRES en vertu des dispositions des articles L.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique 2019.

COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Monsieur le Directeur des Finances Publiques Locales des Îles Wallis et Futuna

NUMÉRO DE CONSULTATION : 2025-E-AO-48-SEAC

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DE L'ACTE D'ENGAGEMENT	3
Article 1.1.	Objet du marché public	3
Article 1.2.	Cet acte d'engagement correspond :	3
ARTICLE 2.	ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT TITULAIRE	3
Article 2.1.	Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire	3
ARTICLE 3.	OFFRE DE PRIX	4
Article 3.1.	Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations.	4
Article 3.2.	Compte(s) à créditer	5
Article 3.3.	Avance	5
ARTICLE 4.	DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 5.	SIGNATURE DU MARCHÉ PUBLIC PAR LE TITULAIRE INDIVIDUEL OU, EN CAS DE GROUPEMENT, LE MANDATAIRE HABILITÉ OU CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT	6
Article 5.1.	– Signature du marché public par le titulaire individuel	6
ARTICLE 6.	IDENTIFICATION ET SIGNATURE DE L'ACHETEUR	6

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Article 1.1. Objet du marché public

L'accord-cadre porte sur l'entretien et le nettoyage quotidien des locaux de l'aérogare de Hihifo-Wallis.

Article 1.2. Cet acte d'engagement correspond :

☒ A l'ensemble de l'accord-cadre

ARTICLE 2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT TITULAIRE

Article 2.1. Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

☒ Cahier des Clauses Administratives et Particulières (CCAP)

☒ Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP)

☒ CCAG-FCS 2021

Et, conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

ARTICLE 3. OFFRE DE PRIX

Les prestations définies au présent marché seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires (BPU) propre au présent marché.

Le montant total des prestations pour la durée initiale du marché et pour chaque période de reconduction sera compris entre :

- Montant minimum : 0 € TTC

- Montant maximum : 150.560€ TTC

Le forfait comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais inhérents à l'exécution de celle-ci.

Les taxes telles que la TVA et la TGC ne sont pas applicables sur le Territoire de Wallis et Futuna.

Article 3.1. Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant TTC de la prestation

Article 3.2. Compte(s) à créditer

L'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

Compte ouvert à l'organisme bancaire	
Au nom de	
Sous le numéro	
Clé RIB	
Code banque	
Code guichet	
IBAN	
BIC	

Article 3.3. Avance

Conformément à l'article 10.2 du CCAP et de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000€HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le taux de l'avance est fixé à 30% du montant du bon de commande à la condition que le titulaire constitue une garantie à première demande.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

J'accepte le versement de l'avance : ☐ OUI ☐ NON

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC

La durée de l'accord-cadre est pour une durée d'un an à compter de la date de notification du marché public, renouvelable par période successive d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder 3 ans.

La décision de reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction. Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à l'accord-cadre à l'échéance de chaque période annuelle par l'envoi d'un courrier au plus tard deux mois avant la fin de la période considérée. De ce fait, le titulaire ne pourra s'y opposer ni demander une indemnisation pour rupture de contrat unilatérale.

Le délai d'exécution sera précisé sur chaque bon d'intervention.

ARTICLE 5. SIGNATURE DU MARCHÉ PUBLIC par le titulaire individuel ou, en cas de groupement, le mandataire habilité ou chaque membre du groupement

Attention, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

Article 5.1. – Signature du marché public par le titulaire individuel

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

ARTICLE 6. IDENTIFICATION ET SIGNATURE DE L'ACHETEUR

- **Désignation de l'acheteur**

ÉTAT – ADMINISTRATION SUPÉRIEURE DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

- **Nom, prénom, qualité du signataire du marché public**

MONSIEUR LE PRÉFET, ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

- **Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'ARTICLE R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'ARTICLE R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances)**

MONSIEUR LE PRÉFET, ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

- **Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire**

MONSIEUR LE DIRECTEUR LOCAL DES FINANCES PUBLIQUES DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

- **Imputation budgétaire : BOP 203**

Pour l'État et ses établissements :

A : , le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur

NANTISSEMENT OU CESSION DE CRÉANCES

Montant prévu pour le marché public: CFP (TTC)

Modification(s) ultérieure(s) de la créance.(A renseigner autant de fois que nécessaire.)

1 ^{ère} modification	Selon déclaration de sous-traitance reçue le avec l'entreprise, pour un montant de, la créance cessible est ramenée à : CFP (TTC).	A Mata Utu, le Le Préfet ou son représentant
2 ^{ème} modification	Selon déclaration de sous-traitance reçue le avec l'entreprise, pour un montant de, la créance cessible est ramenée à : CFP (TTC).	A Mata Utu, le Le Préfet ou son représentant
3 ^{ème} modification	Selon déclaration de sous-traitance reçue le avec l'entreprise, pour un montant de, la créance cessible est ramenée à : CFP (TTC).	A Mata Utu, le Le Préfet ou son représentant
4 ^{ème} modification	Selon déclaration de sous-traitance reçue le avec l'entreprise, pour un montant de, la créance cessible est ramenée à : CFP (TTC).	A Mata Utu, le Le Préfet ou son représentant
5 ^{ème} modification	Selon déclaration de sous-traitance reçue le avec l'entreprise, pour un montant de, la créance cessible est ramenée à : CFP (TTC).	A Mata Utu, le Le Préfet ou son représentant
6 ^{ème} modification	Selon déclaration de sous-traitance reçue le avec l'entreprise, pour un montant de, la créance cessible est ramenée à : CFP (TTC).	A Mata Utu, le Le Préfet ou son représentant